Le Centre Europe - Tiers Monde

Ingeborg Schwarz
Juriste de formation, a consacré sa vie professionnelle à la défense des droits humains. Elle a notamment conduit pendant 19 ans, à Genève, le programme des Droits de l'homme de l'Union interparlementaire, organisation mondiale des parlements. Elle milite dans plusieurs organisations non gouvernementales, comme Amnesty International et le CETIM, dont elle préside actuellement le Comité.

La solidarité avec les pays du Sud est une attitude qui devrait s'imposer à tous les humains de bonne volonté quelles que soient leurs convictions. Depuis longtemps les Églises se sont dotées d'organisations luttant concrètement contre la faim et la pauvreté et même les États ont mis en place des programmes de coopération destinés, en principe, à favoriser le développement des pays pauvres.

Mais il est une autre manière d'aider: c'est de soutenir les mouvements sociaux et les organisations non gouvernementales qui, dans les pays du Sud, s'appliquent à dénoncer et à prévenir les abus en matière de droits humains et cherchent à porter leurs revendications et initiatives sur la scène internationale. De grandes organisations comme Amnesty International ou plusieurs œuvres suisses d'entraide pratiquent ce genre de solidarité. Mais il en est une qui a fait de cette solidarité son objectif premier: il s'agit du Centre Europe – Tiers Monde (CETIM) une organisation bien plus petite, mais dont l'action, originale et efficace, mérite d'être mieux connue.

Implantée à Genève et jouissant du statut consultatif auprès des Nations Unies, le CETIM défend des victimes de violations de droits humains dans les pays du Sud, en aidant leurs représentants, militantes et militants des organisations non gouvernementales, à accéder aux mécanismes de protection des droits fondamentaux de l'Organisation des Nations-Unies (ONU). Il s'agit notamment d'assister ces personnes dans leurs démarches auprès du Conseil des droits de l'homme et des autres organes compétents.

Le CETIM informe et surtout forme les représentants des mouvements sociaux du Sud non seulement pour qu'ils puissent se servir de manière autonome de ces outils de protection et promotion des droits fondamentaux, mais aussi pour les familiariser avec les rouages compliqués du système onusien. Au travers du CETIM, ils peuvent s'exprimer lors des sessions du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, qui entend ainsi les doléances et revendications de ceux et celles qui souffrent des politiques mises en œuvre dans leurs pays respectifs, souvent avec la complicité des grandes puissances du monde global.

Un coup d'œil, même rapide à l'état actuel de ce monde permet de découvrir facilement que ces politiques

engendrent de plus en plus de victimes et laissés-pour-compte, un état que le CETIM a décrit de la manière suivante :

Il n'y a pas un monde développé et un monde sous-développé, mais un seul monde mal développé.

Depuis quelques décennies, l'Europe – l'Occident en général – a décidé de fonder son économie principalement sur des activités tertiaires du commerce et des services. Pour cela, elle a tout d'abord liquidé une partie de sa paysannerie pour se consacrer à une agriculture productiviste qui résiste mal à la concurrence des pays émergents, ceux, par exemple, qui défrichent la forêt amazonienne pour produire du soja et finalement de la viande. De même, elle a repoussé les activités industrielles d'extraction et de production vers l'Extrême-Orient et les pays du Sud. La pollution qui était une préoccupation majeure de nos sociétés européennes dans les années 1960-1980, s'est déplacée vers les mégapoles du Sud de telle sorte que les problèmes climatiques du Nord et du Sud sont aujourd'hui étroitement couplés. Depuis l'acier et le cuivre, jusqu'aux cellules photovoltaïques et aux smart-phones, tout s'extrait et se fabrique ailleurs qu'en Europe. Les esclaves de la colonisation qui ont longtemps travaillé pour l'Europe aux 19e et 20e siècles ont été remplacés aujourd'hui par d'autres esclaves qui extraient les métaux, les terres rares et fabriquent nos habits et nos ordinateurs pour le compte des

nombreuses compagnies multinationales, les nouveaux maîtres du monde.

Il est donc facile de comprendre quelles sont les victimes auxquelles le CETIM cherche à prêter main-forte. Grâce à leur puissance économique et à leur caractère transnational, des compagnies multinationales commettent en effet des crimes, violent les droits humains et détruisent l'environnement en toute impunité.

Mettre fin à l'impunité des sociétés transnationales

Seules des normes contraignantes au niveau international ainsi qu'aux niveaux nationaux[1] pourront limiter ces abus. C'est à cette fin qu'une coalition globale de mouvements sociaux (Campagne mondiale) s'est formée en 2014 dont le but est la conclusion d'un Traité international mettant fin à cette impunité. Le CETIM est l'un des membres clés de la coalition car il coordonne les activités de la Campagne dans le processus de négociation intergouvernemental qui se déroule actuellement au sein des Nations-Unies à Genève et il a grandement contribué au projet de Traité international sur les Sociétés transnationales, présenté par la Campagne mondiale. C'est un processus difficile, car – comme on peut aisément le comprendre – les États puissants et les multinationales mettent tout en œuvre pour faire échouer les négociations.

La Déclaration des Nations-Unies sur les droits des paysans[2] et paysannes : un succès auquel le CETIM a contribué.

C'est en travaillant main dans la main avec le syndicat paysan international *La Via Campesina* et ses alliés que le CETIM a joué le rôle de cheville ouvrière onusienne dans le long processus qui, après 17 ans de lutte acharnée au niveau international, a finalement abouti le 17 décembre 2018 à l'adoption par l'Assemblée générale des Nations-Unies de la *Déclaration sur les droits des paysans*. Celle-ci affirme le principe de la souveraineté alimentaire de tous les peuples et se place délibérément dans le cadre de la lutte contre le changement climatique et la conservation de la biodiversité. Elle demande une meilleure protection des conditions de vie des paysans et s'insurge contre les accaparements des terres. Elle affirme, entre autres, le droit des paysans à conserver, utiliser, échanger et vendre leurs semences.

Il s'agit maintenant de faire connaître la Déclaration à ces millions de sans-voix – paysannes et paysans – et, par l'intermédiaire des États, de contraindre les quelques multinationales qui contrôlent les marchés de l'alimentation à la respecter, pour qu'elle soit mise en œuvre, objectif primordial auquel le CETIM s'attaque dès à présent.

Et la politique suisse en matière de coopération internationale dans tout cela ?

Il fut un temps où la Suisse disposait d'une Direction du Développement et de la Coopération (DDC) qui avait à cœur de soutenir, parmi bien d'autres, une association comme le CETIM, considérée comme un rouage utile de la Genève internationale. Après plusieurs remaniements, la politique en matière de coopération s'est considérablement appauvrie. Le « principe de solidarité » a quasiment disparu de la

1. L'initiative nationale suisse sur les multinationales responsables est l'une des actions entreprises dans ce sens au niveau national.

2. Ce sont les paysans qui nourrissent le monde (et pas les multinationales !). Pourtant ils sont les plus pauvres et, en de nombreux endroits sur la terre, souffrent même de la faim.

politique étrangère Suisse pour laisser la place à la défense et la promotion tous azimuts des intérêts économiques de la Suisse. Cette politique, dans laquelle des ONG comme le CETIM n'ont plus leur place, est illustrée par un gros projet impulsé par le ministère des affaires étrangères avec une subvention publique de Fr. 3'600'000.– par an et conduit par deux anciens dirigeants de Nestlé. Il s'agit d'examiner les possibilités d'implanter l'intelligence artificielle et les biotechnologies dans les pays du Sud[3]. Désormais, c'est plutôt la solidarité avec les multinationales et le monde des affaires que celle avec les peuples qui oriente la politique suisse. Soutenir des organisations comme le CETIM est donc plus urgent que jamais, car sans ce soutien, elles risquent de disparaître et avec elles le peu qui reste de la solidarité internationale.

Pour plus d'informations sur le travail du CETIM, n'hésitez pas à consulter son site internet www.cetim.ch.

3. https://www.mondialisation.ca/laide-suisse-au-developpement-nestle-et-la-privatisation-de-leau/5637345